

Aires protégées et Processus d'aménagement en Afrique Centrale



Le cas du Parc National de Zakouma (Tchad)

Par Aurélie Binot, Laurence Hanon et
Daou Véronique Joiris



Atelier de Yaoundé 28-30 Mars 2007
(UCAC)

Plan de la présentation

- Généralités AP en Afrique centrale
- Le contexte spécifique de Zakouma
- L'approche mise en œuvre par le CURESS
- Analyse et recommandations

Etude de cas GEPAC

1. Problématique d'aménagement du site d'étude
2. Présentation du site d'étude
3. Relations acteurs / espace
4. Enjeux institutionnels et sociaux de la gestion participative des RN
5. Bilan des impact du dispositif d'aménagement
6. Recommandations
 - 6.1. Sur base des analyses et des attentes des populations locales
 - 6.2. Du point de vue des logiques, des pratiques et des mécanismes endogènes
 - 6.3. Sur base des impératifs écologiques, socio-économiques et politiques

1/ Quelques généralités sur les aires protégées :

Aire protégée :

Espace sur lequel il y a de forts enjeux de conservation de la faune et/ou de la flore, appuyés par un statut juridique visant le contrôle de l'accès à cet espace.

NB : près de 20% du territoire d'Afrique Centrale



Classement des aires protégées selon les statuts UICN (UICN, 1994)

Catégorie	Type
Catégorie I	Réserve naturelle intégrale (Ia) / Zone de nature sauvage (Ib)
Catégorie II	Parc national
Catégorie III	Monument naturel / élément naturel marquant
Catégorie IV	Aire protégée pour l'habitat et les espèces
Catégorie V	Paysage terrestre ou marin protégé
Catégorie VI	Aire protégée de ressources naturelles gérées

Objectifs de gestion des catégories d'aires protégées en fonction de leur classement

Objectifs de gestion	Catégories						
	Ia	Ib	II	III	IV	V	VI
Recherche scientifique	1	3	2	2	2	2	3
Protection des espèces sauvages	2	1	2	3	3	-	2
Préservation des espèces et de la diversité génétique	1	2	1	1	1	2	1
Maintien des fonctions écologiques	2	1	1	-	1	2	1
Protection d'éléments naturels et/ou culturels particuliers	-	-	2	1	3	1	3
Tourisme et loisirs	-	2	1	1	3	1	3
Education	-	-	2	2	2	2	3
Utilisation durable des ressources des écosystèmes naturels	-	3	3	-	2	2	1
Préservation de particularités culturelles et /ou traditionnelles	-	-	-	-	-	1	2

1 = objectif principal 2 = objectif secondaire 3 = objectif potentiellement réalisable - = objectif non réalisable

Développement et aires protégées :

- La plupart des aires protégées d'Afrique centrale ont été créées durant la période coloniale (années 1920-1940) puis post-coloniale (années 1960-1970)
- Les aires protégées, tous statuts confondus, concernent aujourd'hui près de 20% du territoire des pays d'Afrique centrale (avec zones de chasse). Malgré le fait que peu d'entre elles sont effectivement gérées et jouent le rôle de conservation des RN qui leur est assigné, on relève dans certains pays une tendance à l'accroissement de ces espaces (ex : Gabon).
- Ces espaces recouvrent donc souvent des espaces de production (agriculture/élevage/cueillette/chasse) cf DVJ
- Lorsqu'elles sont gérées, les impacts occasionnés aux populations riveraines sont globalement négatifs (déplacements de pops (hist.), paupérisation, perte de droits d'accès et d'usage, motifs de conflits, etc.)

Développement et aires protégées :

- **Antagonisme entre conservation et développement dans des régions où les populations restent très dépendantes des ressources naturelles pour leur subsistance**
- **Tendance générale pour les décideurs à intégrer les besoins de développement aux enjeux de conservation, pour les populations riveraines des aires protégées**
- **Les approches participatives des ressources naturelles ont été mises en avant par de nombreux projets pour intégrer les enjeux de développement des populations locales et les impératifs de conservation**
- **Les programmes de conservation/développement concernent généralement les espaces périphériques aux aires protégée ou localisés dans le périmètre d'influence de l'AP.**

Au niveau mondial, paradigme acquis depuis une dizaine d'années (Rio 1992, Johannesburg 2002, Durban 2003, Paris 2005) :

La pérennité des AP est conditionnée par la bonne gestion de leurs zones périphériques.



La gestion de l'AP et de sa périphérie, à l'initiative d'un projet de conservation

- Les terroirs susceptibles d'interférer avec l'AP sont des espaces qui sont regroupés sous le terme générique de « **périphérie** », avec souvent un statut juridique spécifique (aménagement, zonage)
- L'aire protégée est considérée comme un élément moteur de l'**aménagement du territoire** et du **développement** des zones périphériques.
- La gestion participative affichée en périphérie d'aires protégées consiste à impliquer les différents acteurs dans un processus de **concertation** pour l'aménagement de l'espace.

Dans le discours « projet » : des zones périphériques « fourre tout »



L'aire protégée constitue l'élément fédérateur, le dénominateur commun à un ensemble de terroirs, l'élément structurant de tout un territoire....et des populations qui y vivent.



Du point de vue des utilisateurs : les zones périphériques, des espaces présentant une forte hétérogénéité

- Regroupant les terroirs proches de l'AP.
- Regroupant des acteurs très différents (groupes ethnolinguistiques en présence, transhumants, élites, pygmées, notables, ...), avec des pratiques et des usages différents

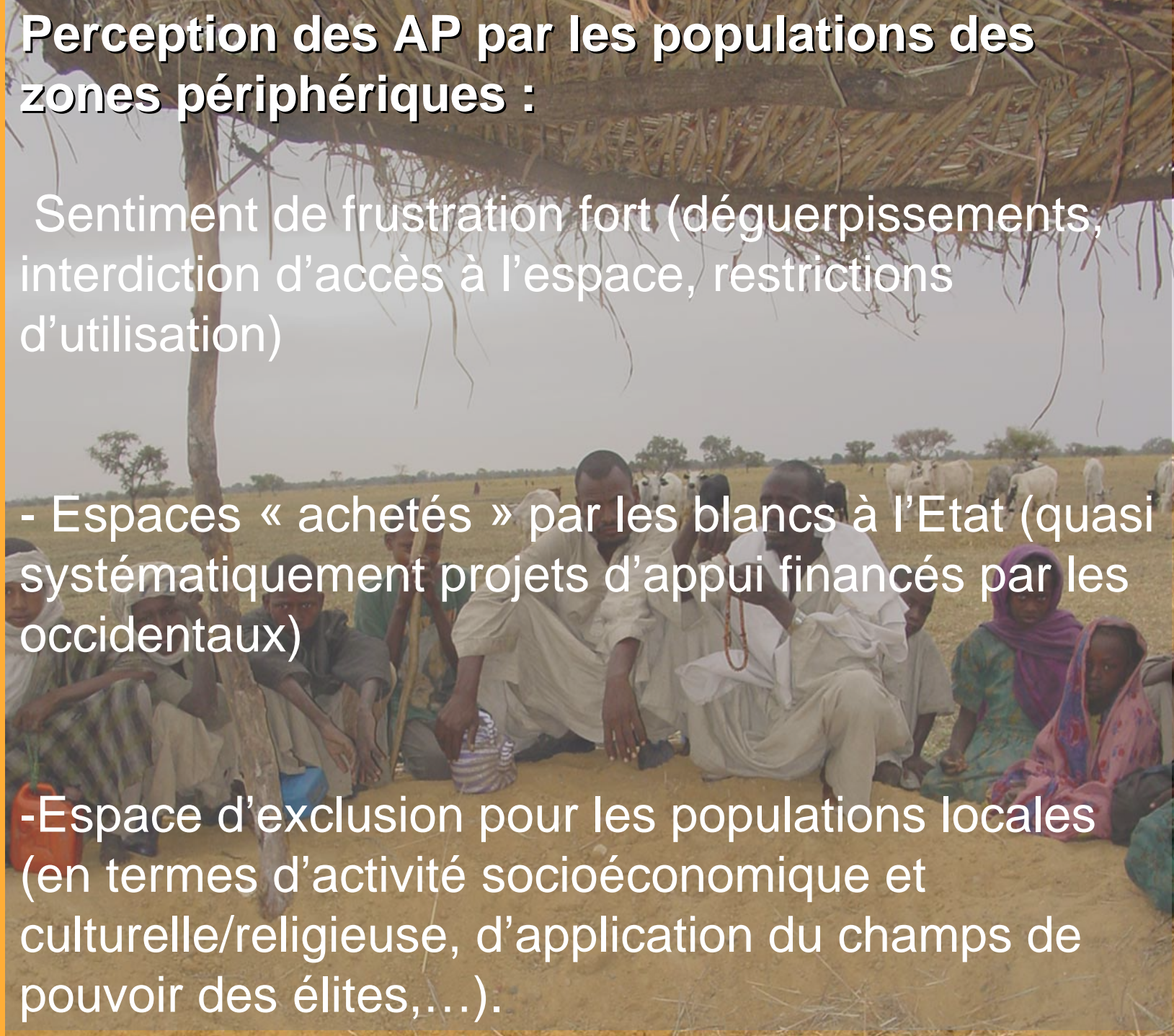


Perception des AP par les populations des zones périphériques :

Sentiment de frustration fort (déguerpissements, interdiction d'accès à l'espace, restrictions d'utilisation)

- Espaces « achetés » par les blancs à l'Etat (quasi systématiquement projets d'appui financés par les occidentaux)

-Espace d'exclusion pour les populations locales (en termes d'activité socioéconomique et culturelle/religieuse, d'application du champs de pouvoir des élites,...).

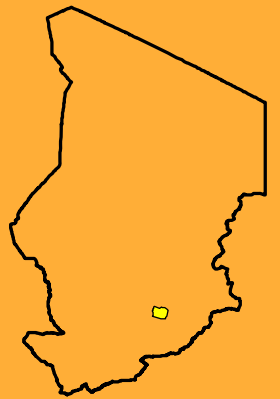


Zones périphériques d'AP caractérisées par une dynamique conflictuelle (conflits parfois sanglants):

- Espaces multi-usages : conflits entre utilisateurs (pression foncière)
- Conflits avec le « parc »
- Implique de délimiter un zonage (zone tampon, zone banale, sanctuaires, corridors écologiques etc.) afin que cet espace soit clairement identifié par l'ensemble des acteurs en présence.



S-E du Tchad
Le Parc National de Zakouma



**Aménagement d'une aire protégée en
zone soudano-sahélienne**



Objectifs et Plan de la présentation

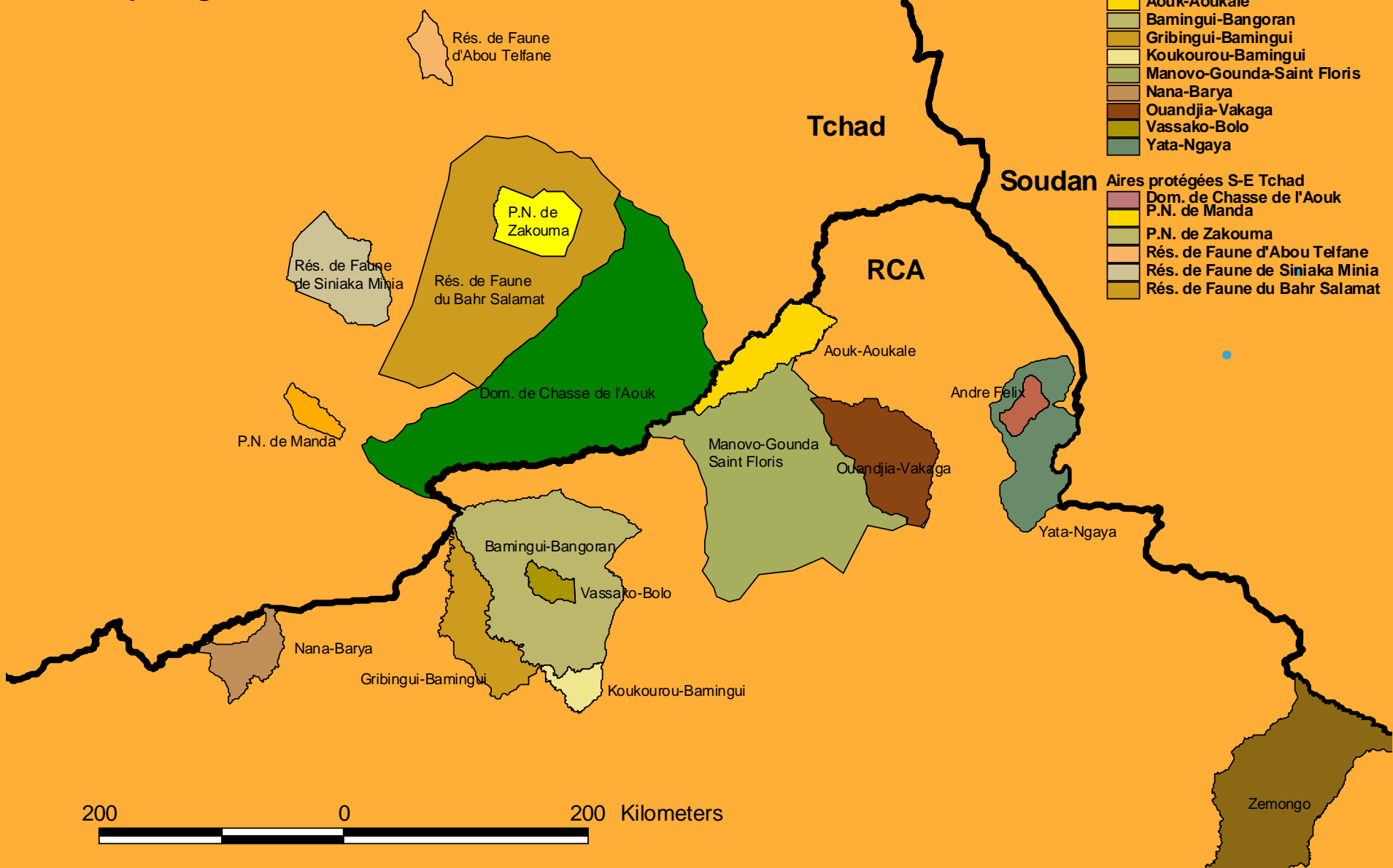
Analyse des multiples enjeux territoriaux que soulève la gestion d'une aire protégée en Afrique centrale.

(Mots-clés : Aire protégée - Agriculture - Tchad - Aménagement de l'occupation des sols - Conservation - Elevage transhumant)

- Contexte écologique et socioéconomique local
- Dynamiques territoriales à l'œuvre et logiques d'acteurs
- Dynamique d'aménagement en cours
- Questions

Zone frontalière Tchad / RCA / Soudan

Aires protégées



Sud-Est du Tchad

Réseau d'aires protégées et domaines de chasse

Légende

Aires protégées S-E Tchad

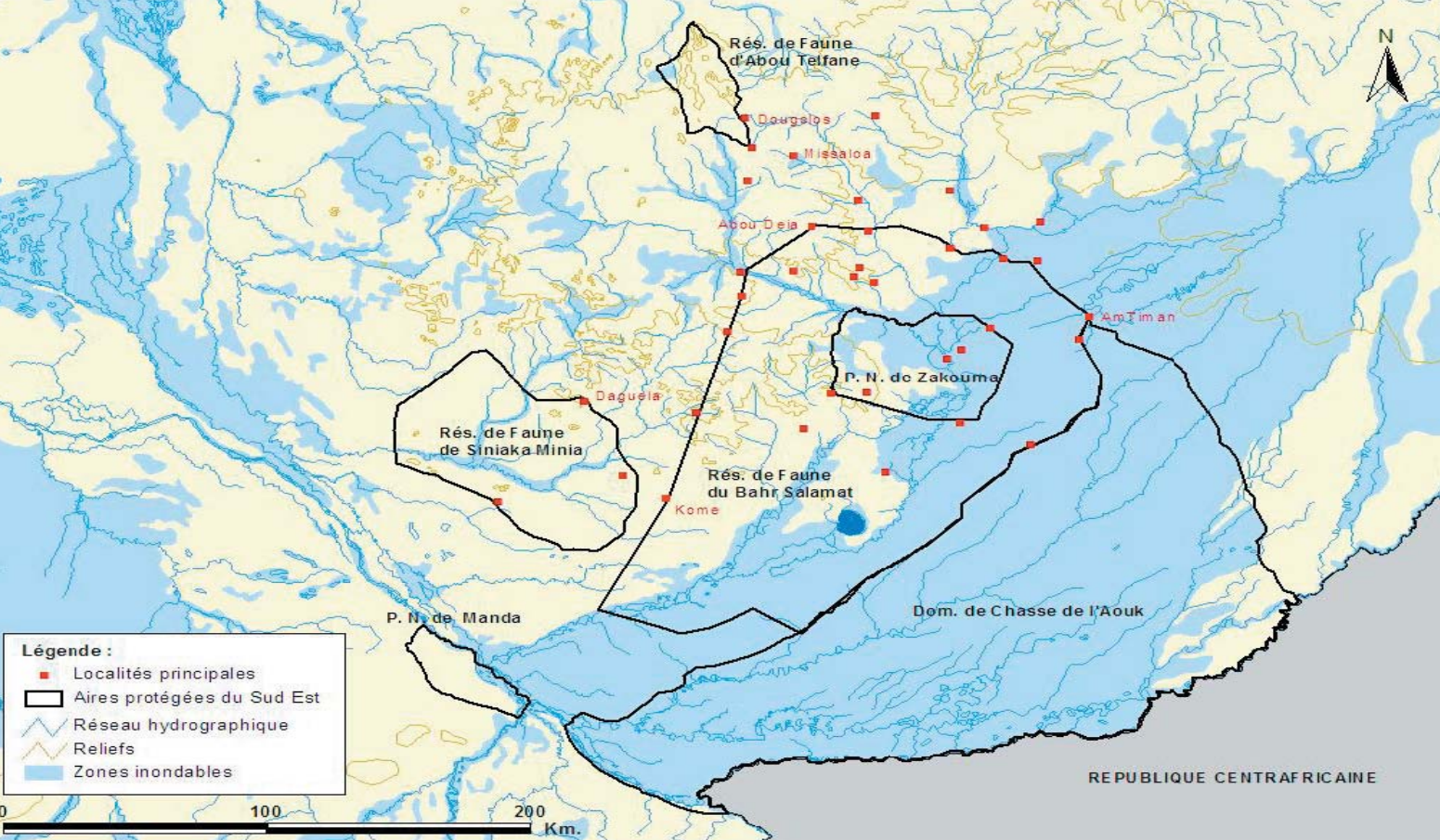
Domaine de Chasse

Parc National

Réserve de Faune



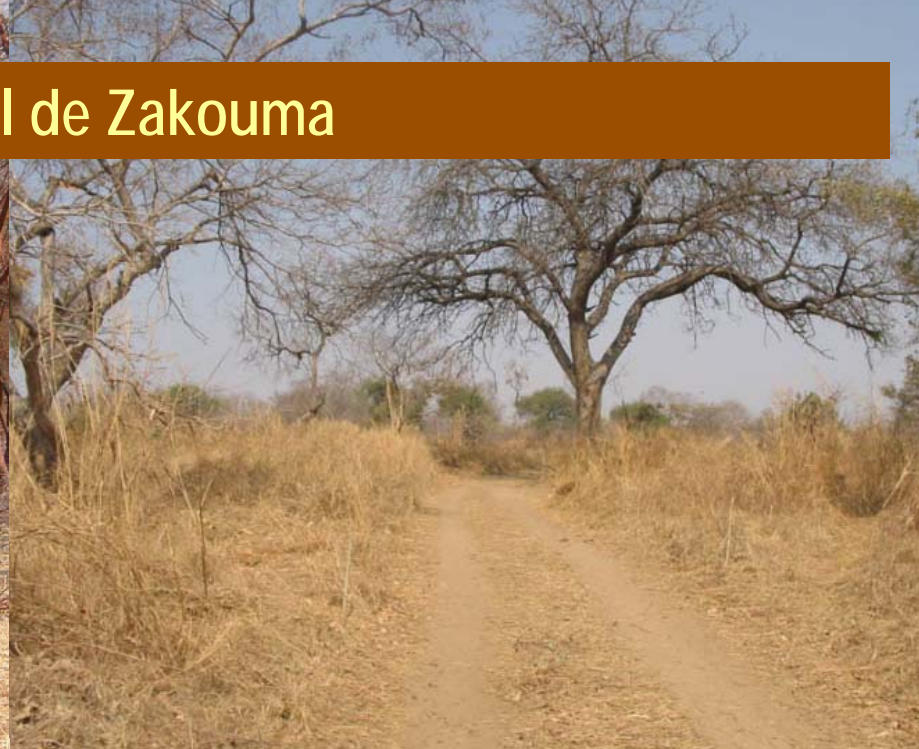
100 0 100 Kilometers



Reliefs et réseau hydrographique du Sud-Est du Tchad (Source : Cornelis et al. 2005)

- Zone d'étude située dans la cuvette tchadienne, altitudes peu marquées, plaine d'inondation formée par les « *bahrs* ».
- Sols riches et fertiles, dont dépend la production agricole de la région. (« grenier agricole » du pays)
- Réseau hydrographique, concentré dans la partie Est : saison des pluies, débordement des cours d'eau, vastes inondations annuelles, alimentation en eau de grandes plaines herbeuses marécageuses dans le Parc et sa périphérie.

Le Parc National de Zakouma



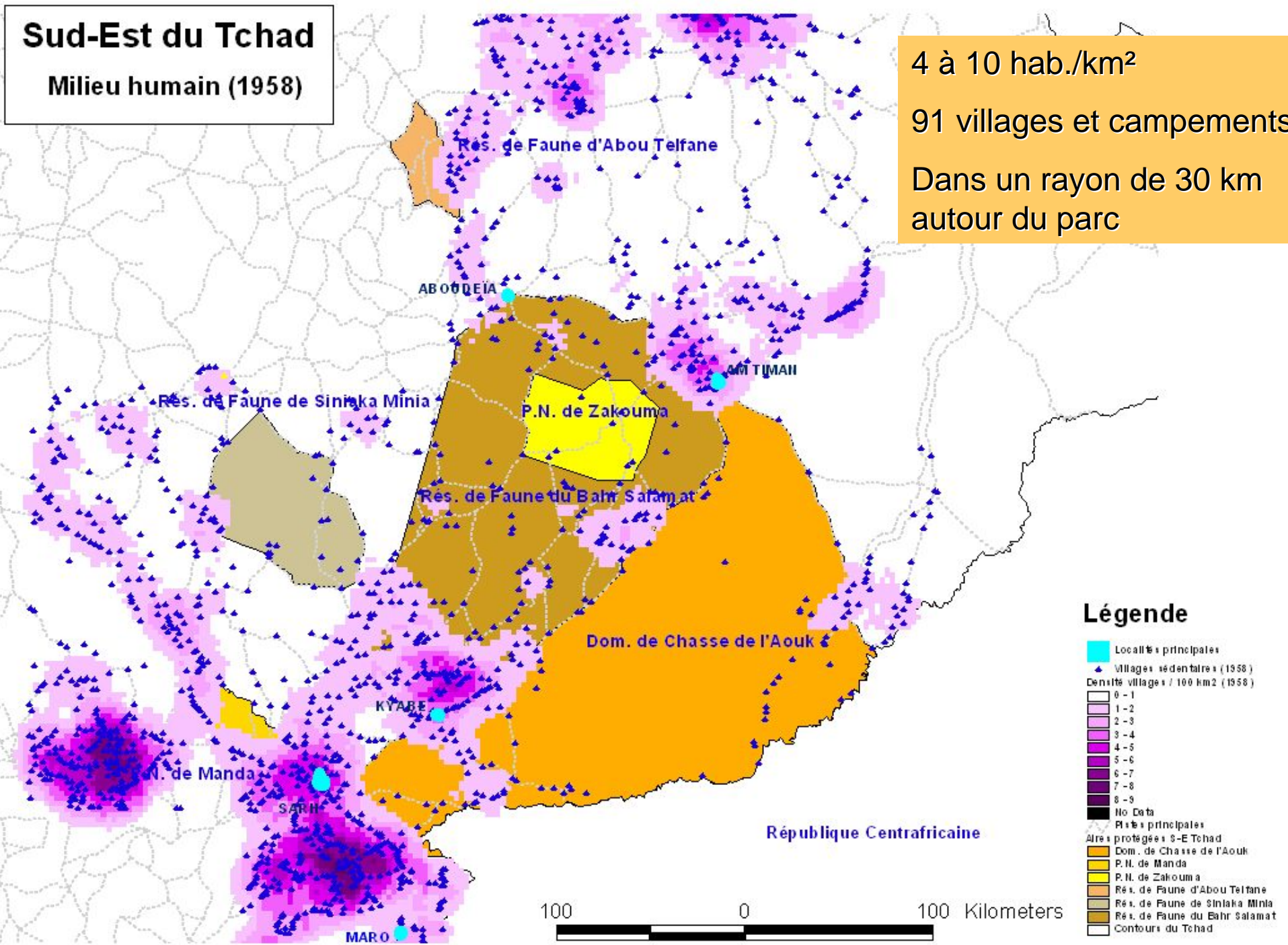
Sud-Est du Tchad

Milieu humain (1958)

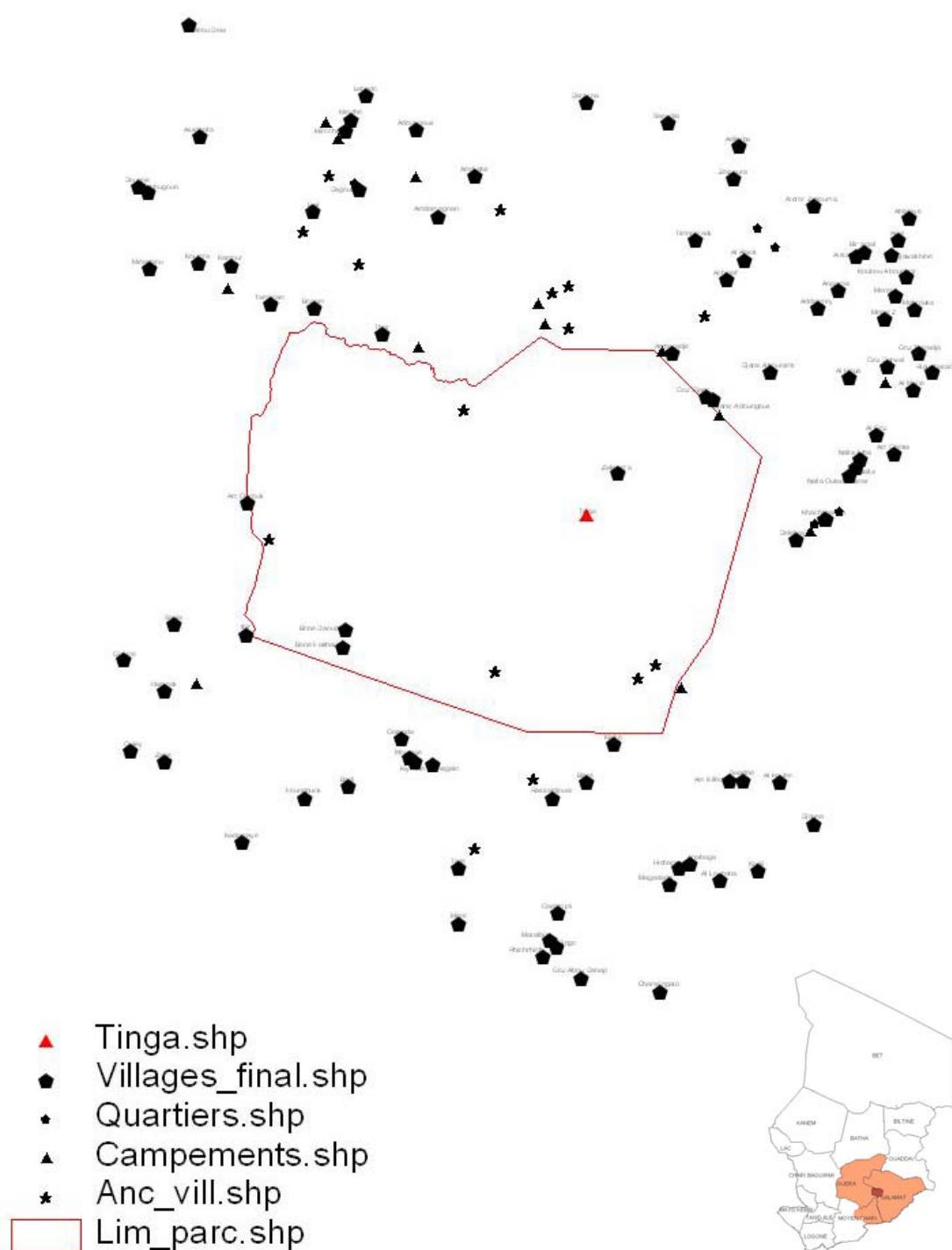
4 à 10 hab./km²

91 villages et campements

Dans un rayon de 30 km
autour du parc

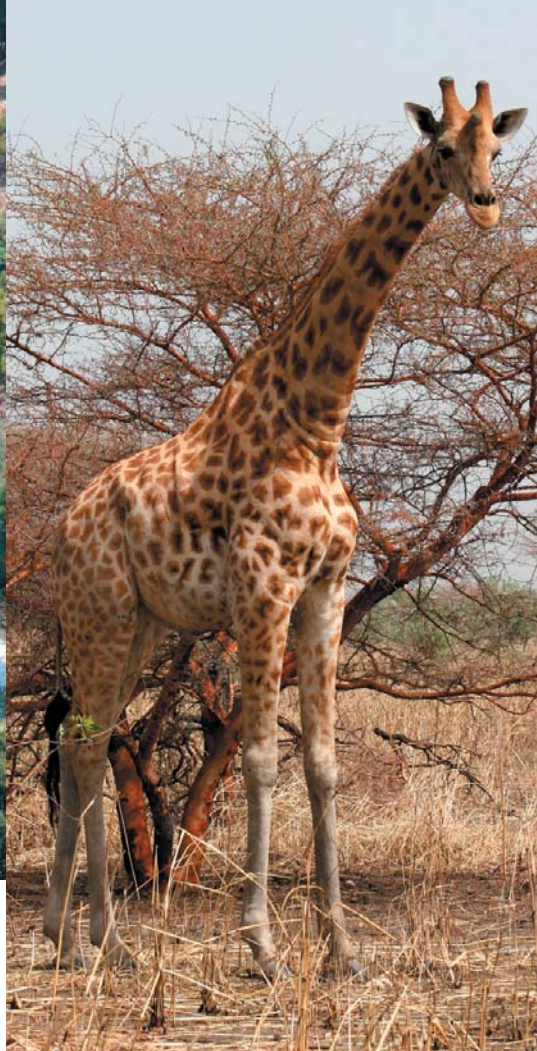


- 91 villages
- Campements agricoles et de pêche
- Sites d'anciens villages
- Population totale estimée à moins de 100 000 habitants sur 15 000 km²



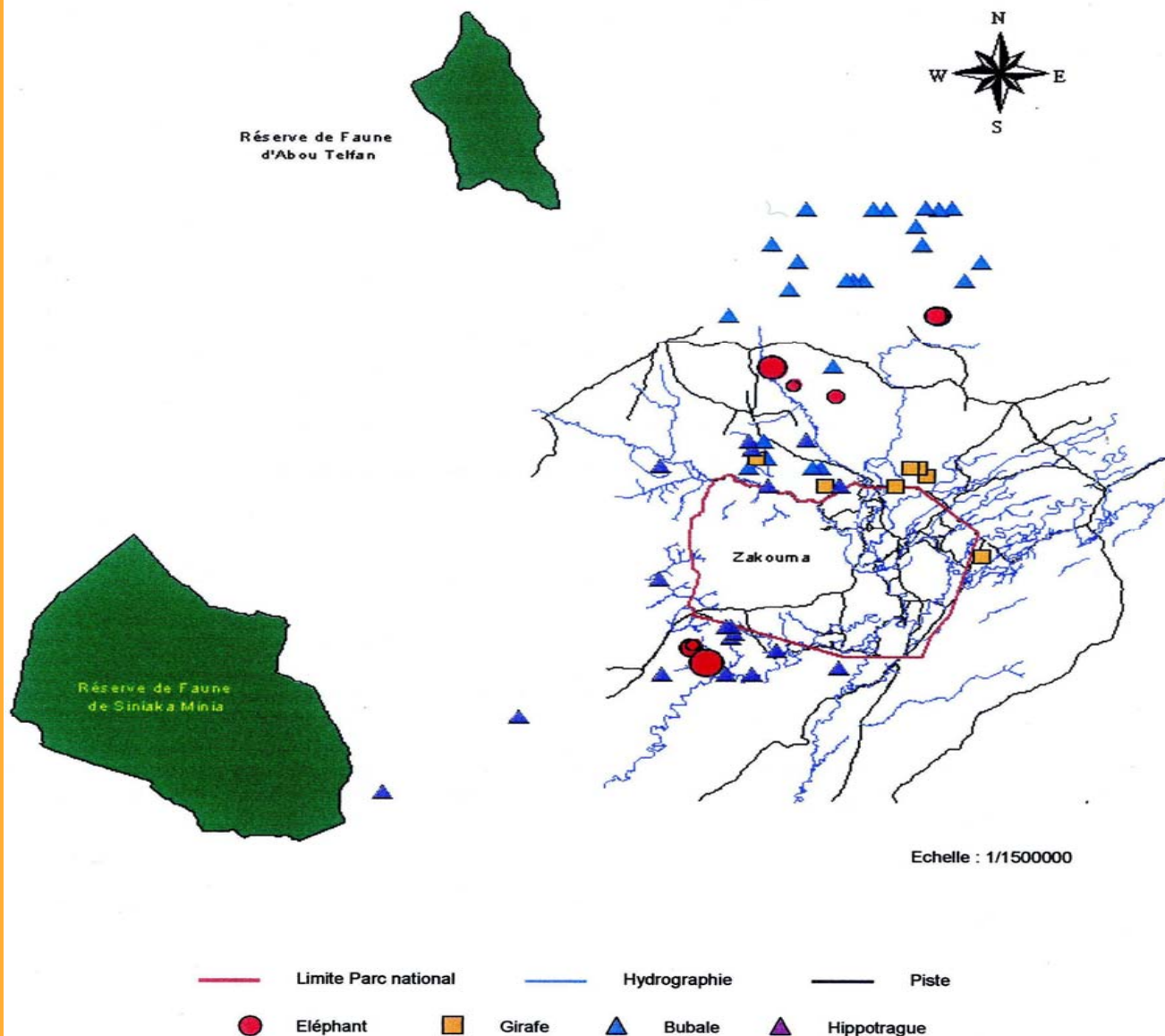
FAUNE SAUVAGE





Vues aérienne du *bahr* Salamat

- Le Parc national de Zakouma abrite 65 espèces de mammifères connues et environ 370 espèces d'oiseaux. Véritable sanctuaire pour la faune (disponibilité des réserves en eau et en pâturage tout au long de la saison sèche), populations animales sauvages sans équivalent en Afrique de l'Ouest et centrale.
- Zone biogéographique caractérisée principalement par des savanes à *Combretaceae* et des savanes à *Acacia* (*Mimosaceae*)



ENJEUX de conservation lié à l'aménagement de la périphérie :

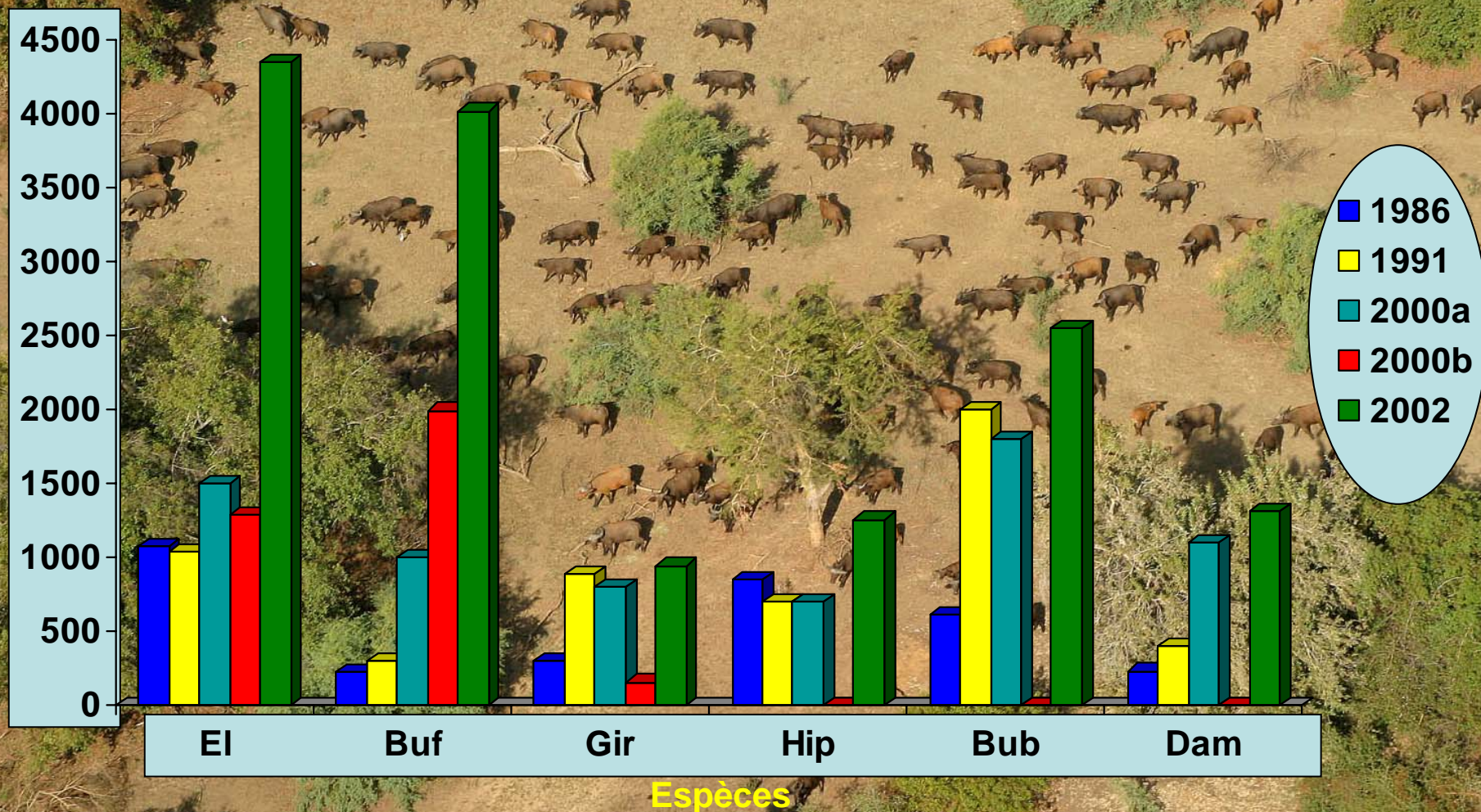
Territoire d'«accueil » pour la faune en saison des pluies.

Figure 4. Distribution des espèces principales dans la zone périphérique du parc national de Zakouma (Août 2006) (Source : Faye et al., 2006)

Evolution des effectifs des populations de grands mammifères *

1986-2002 *

Effectif estimé



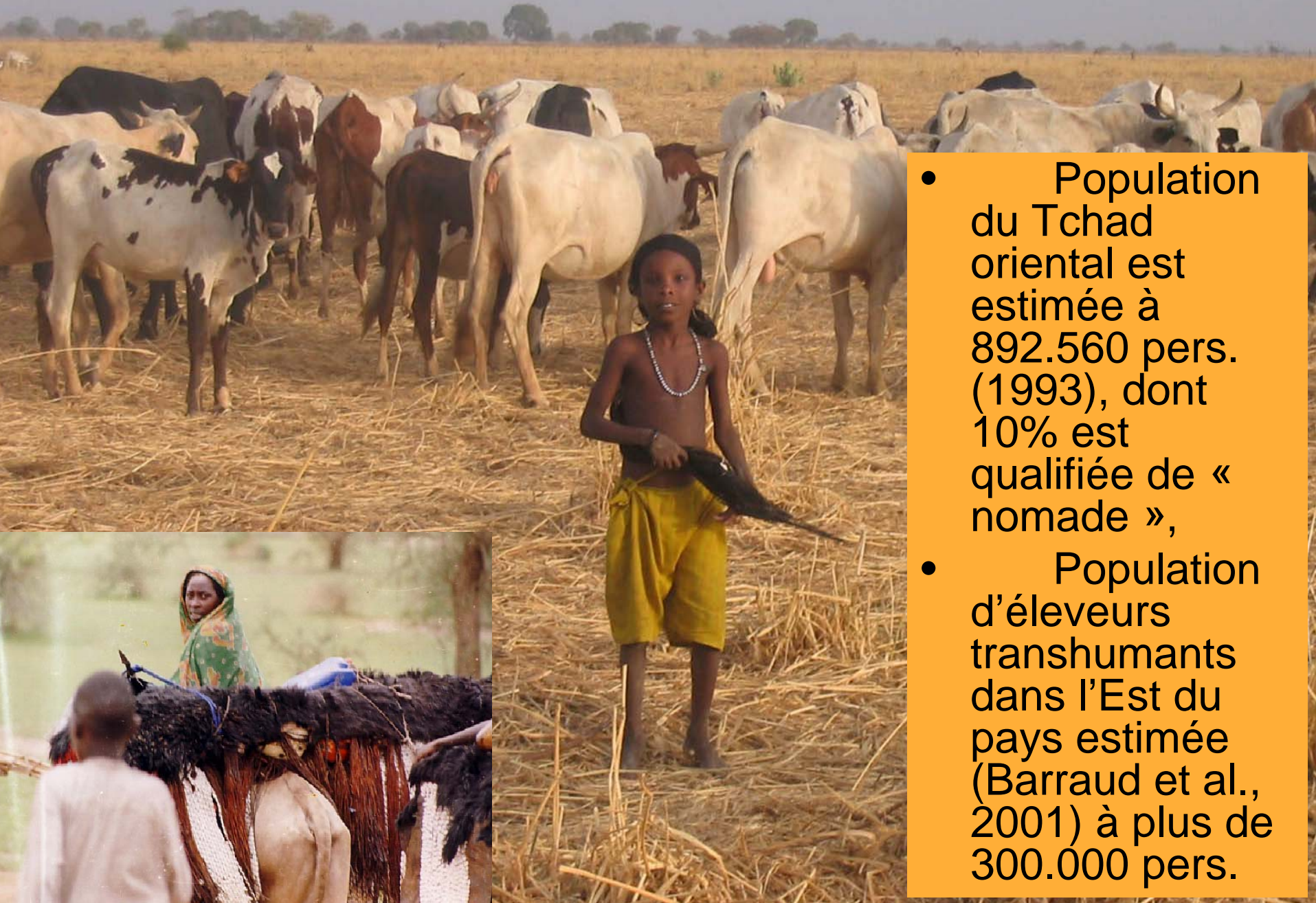
AGRICULTURE & TRANSHUMANCE



ELEVAGE TRANSHUMANT

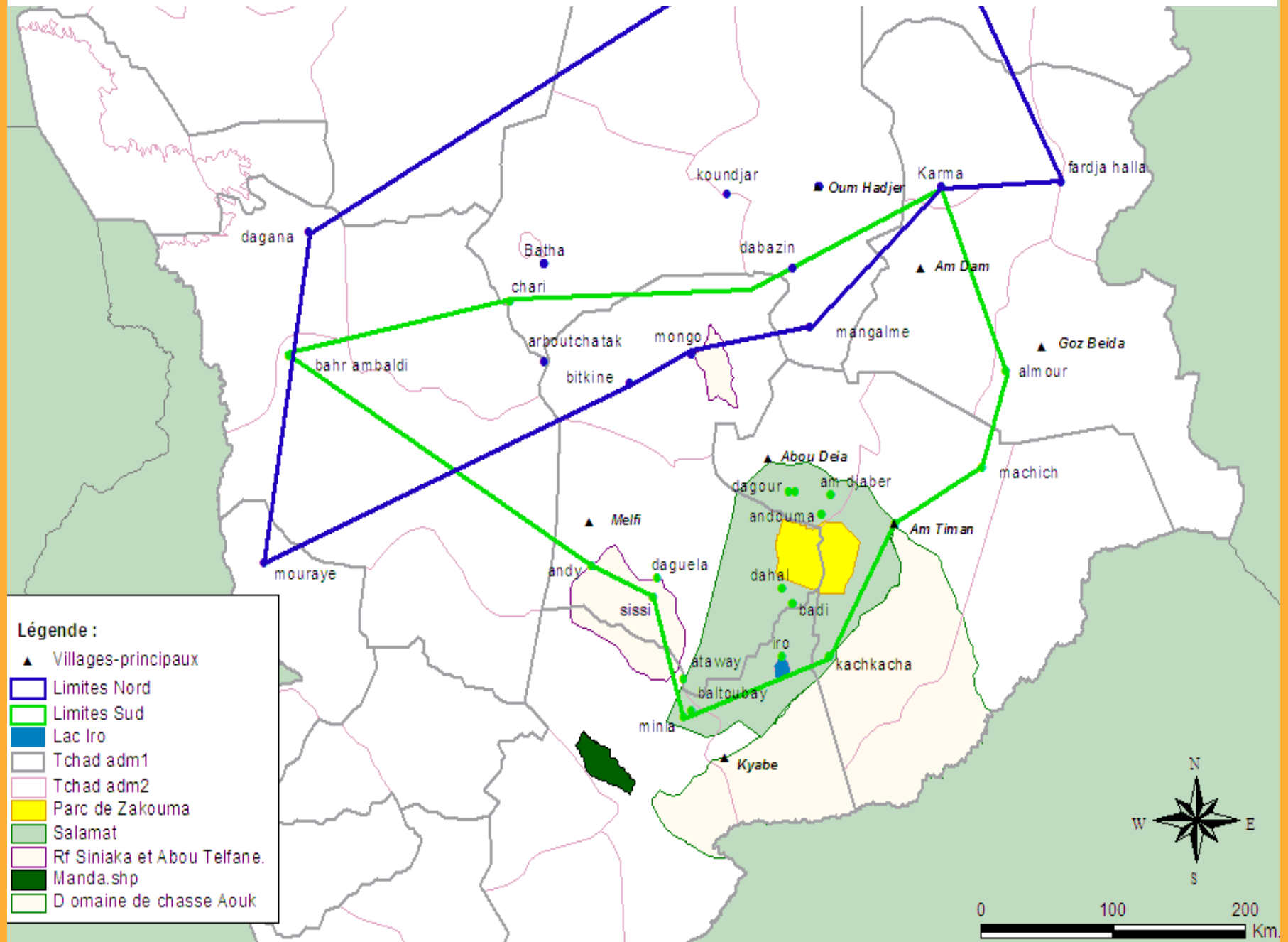


Démographie et Occupation des sols (élevage transhumant)



- Population du Tchad oriental est estimée à 892.560 pers. (1993), dont 10% est qualifiée de « nomade »,
- Population d'éleveurs transhumants dans l'Est du pays estimée (Barraud et al., 2001) à plus de 300.000 pers.

Zone pastorale valorisée par les éleveurs transhumants séjournant en périphérie du parc national de Zakouma et de la réserve de faune de Siniaka Minia. (Source : Binot et al. 2005)



Diagnostic de l'élevage transhumant

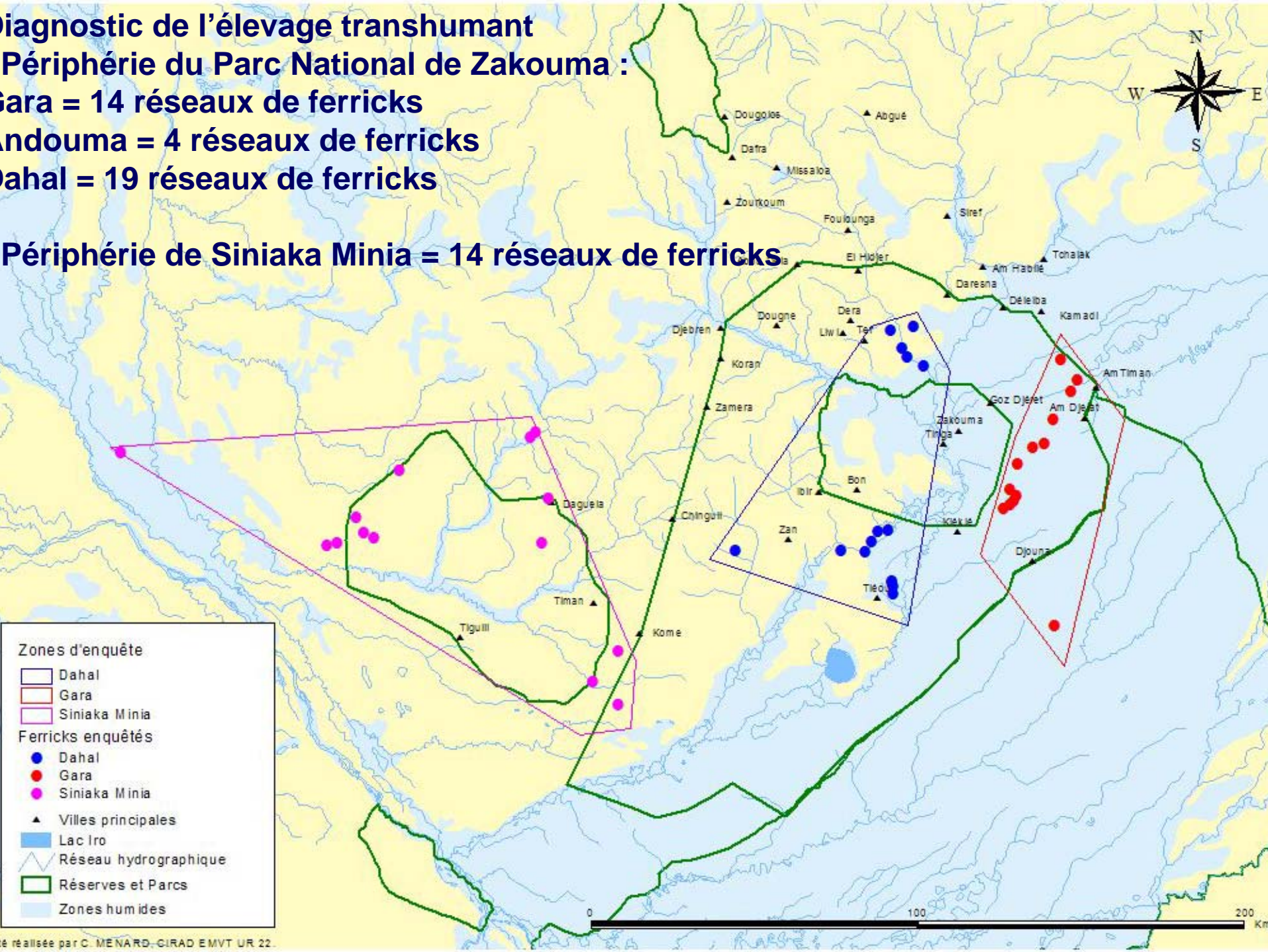
Périphérie du Parc National de Zakouma :

Gara = 14 réseaux de ferricks

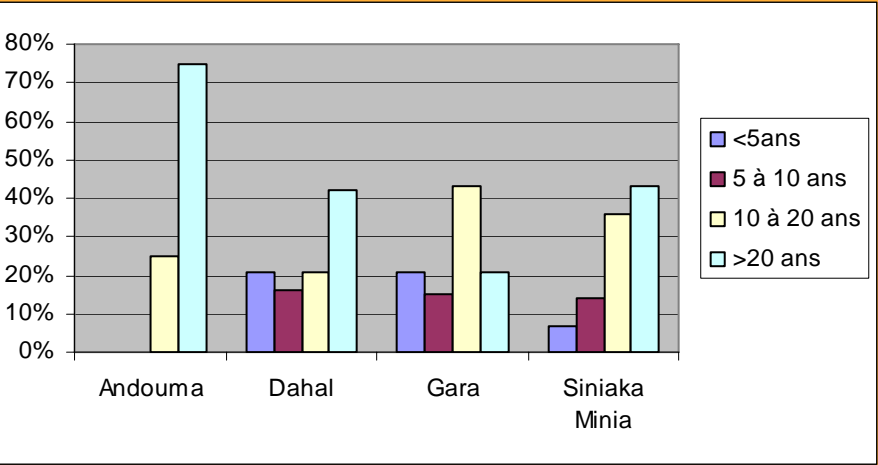
Dandouma = 4 réseaux de ferricks

Dahal = 19 réseaux de ferricks

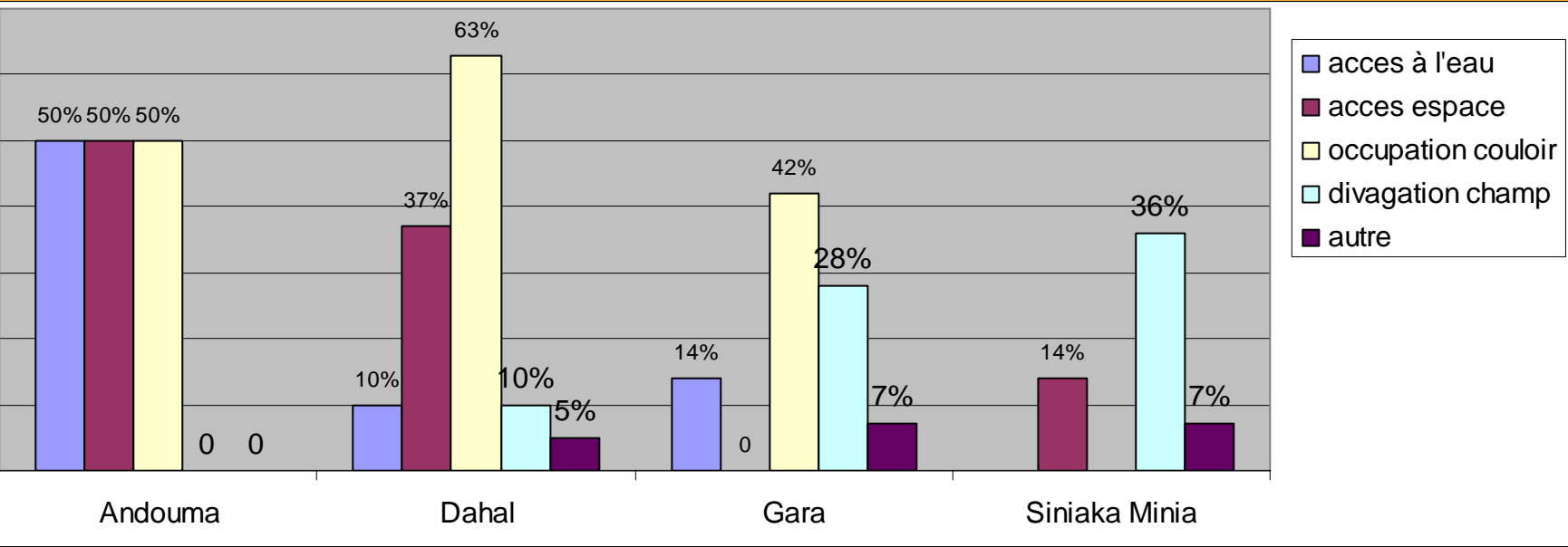
Périphérie de Siniaka Minia = 14 réseaux de ferricks



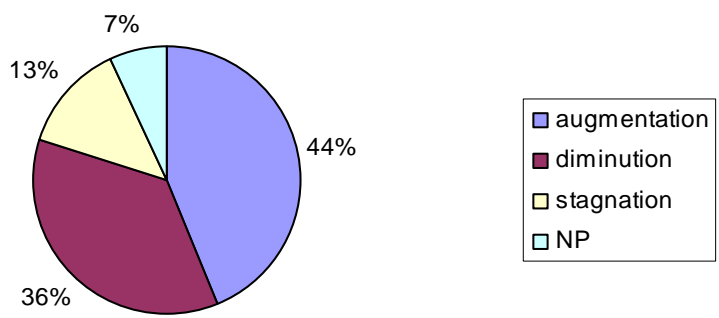
Durée de fréquentation du site :



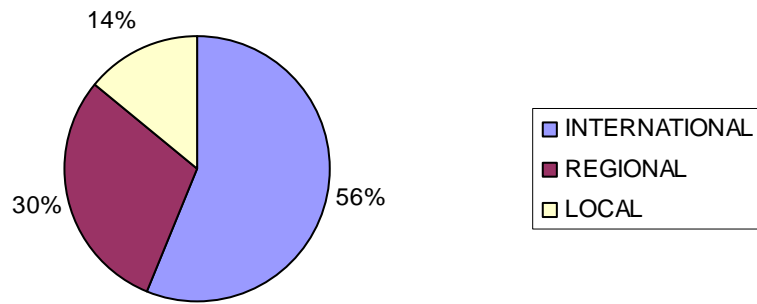
Conflits impliquant les éleveurs :



Évolution du cheptel :

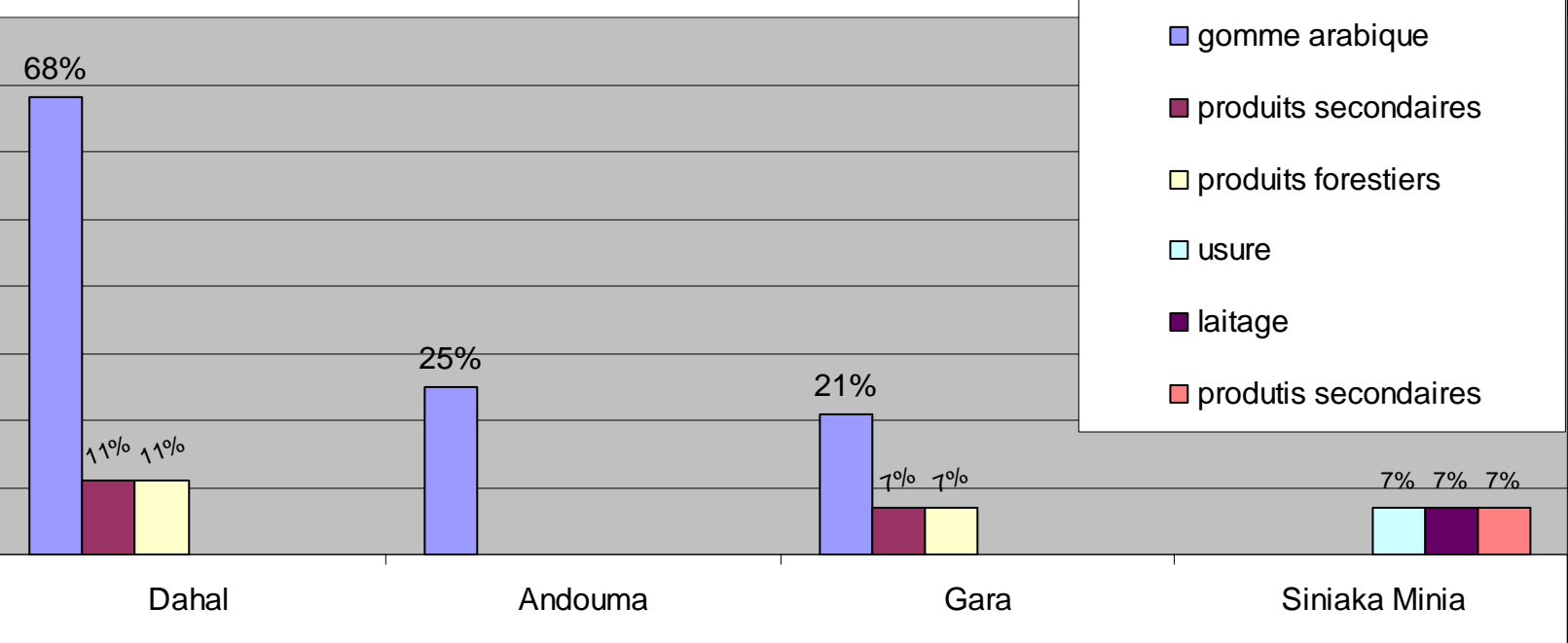


Commerce de bétail :



Pratique du troc 67%

Petits commerces localement



ELEVAGE

Axes de transhumance autour du Parc



Principales zones de concentration d'éleveurs en saison sèche autour du parc



Utilisations et Perceptions de la flore

- Valeur pastorale
- Usages ethnobotaniques
- Fonction thérapeutique



et de la faune

- Valeur alimentaire
- Utilisation des sous produits (peau, dents, poils,...) à des fins médico-magiques ou dans la pharmacopée traditionnelle
- Espèces indicatrices du milieu naturel et valeur totémique/emblématique





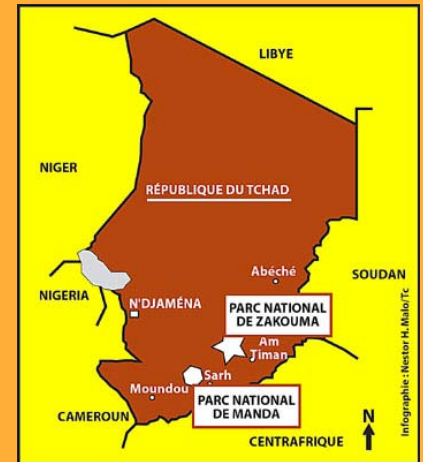
Agriculture en périphérie de Zakouma :

- Faible densité démographique (sédentaires) mais en évolution depuis 80'
- Complémentarité avec l'élevage (résidus culture/troc/capitalisation)
- Extension des surfaces cultivées / Sédentarisation des éleveurs transhumants
- Modification de l'occupation des sols, pression foncière et croissance démographique. Risque de conflits fonciers





Culture du sorgho et aires protégées. Le cas de Zakouma :



- Principale céréale consommée au Tchad (500 000 MT produites soit près de la moitié de la production céréalière)
- Alluvions de la plaine d'inondation des fleuves : sols riches et fertiles
- Culture commerciale de grande rentabilité (principale source de revenu des habitants du Salamat)



Culture du sorgho et aires protégées. Le cas de Zakouma :



- Défriche totale des parcelles exploitées (répartition homogène des alluvions, lutte contre ravageurs)
- Couverture végétale naturelle fragmentée très localement (vastes étendues de cultures de décrue) **mais en évolution** :
 - Risque d'érosion
 - Fragmentation de l'habitat naturel de la faune.

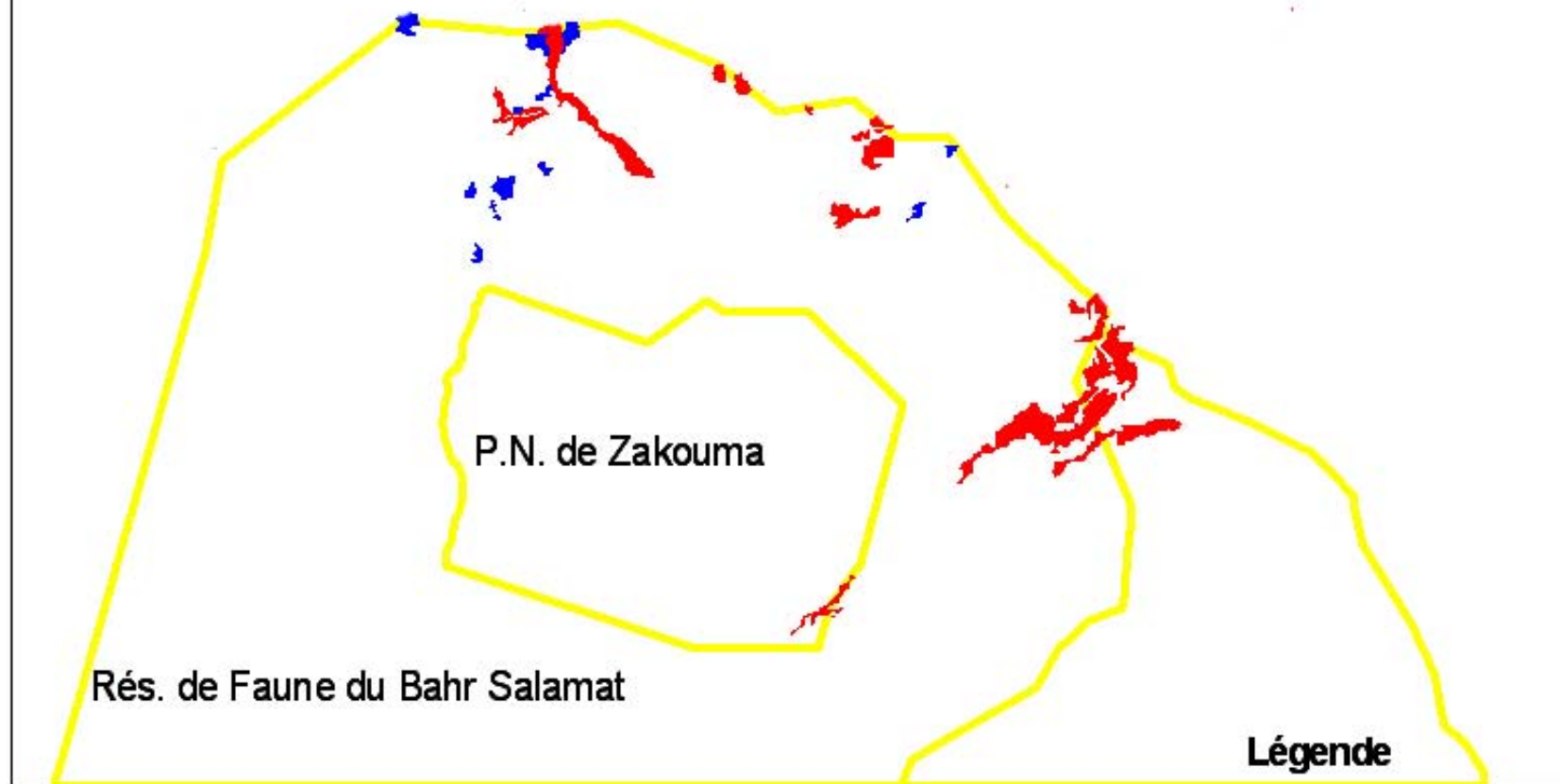
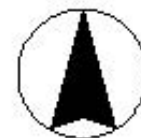
Culture du sorgho : enjeux socioéconomiques et politiques locaux

- Augmentation de l'emprise agricole induite notamment par vagues de migrations : sécheresse, troubles politiques, obligation d'accueil familial
- Enjeux de développement économiques incontournables vu le contexte d'extrême pauvreté
- Intérêts directs des élites dans l'augmentation de l'emprise agricole;
Peu d'autonomie des petits producteurs, soumis à une autorité foncière coutumière forte (« suzerain »)



Périphérie du Parc National de Zakouma

Agriculture (Situation en 1987 cartographie Almy Bahaim)



50 0 50 Kilometers

Légende

- Cultures
- Cultures en sec (petit mil) et jachères
 - Cultures et jachères de décrue (berbere)

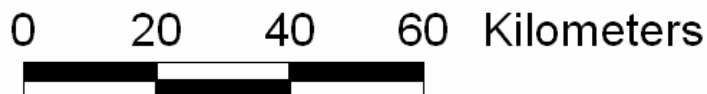
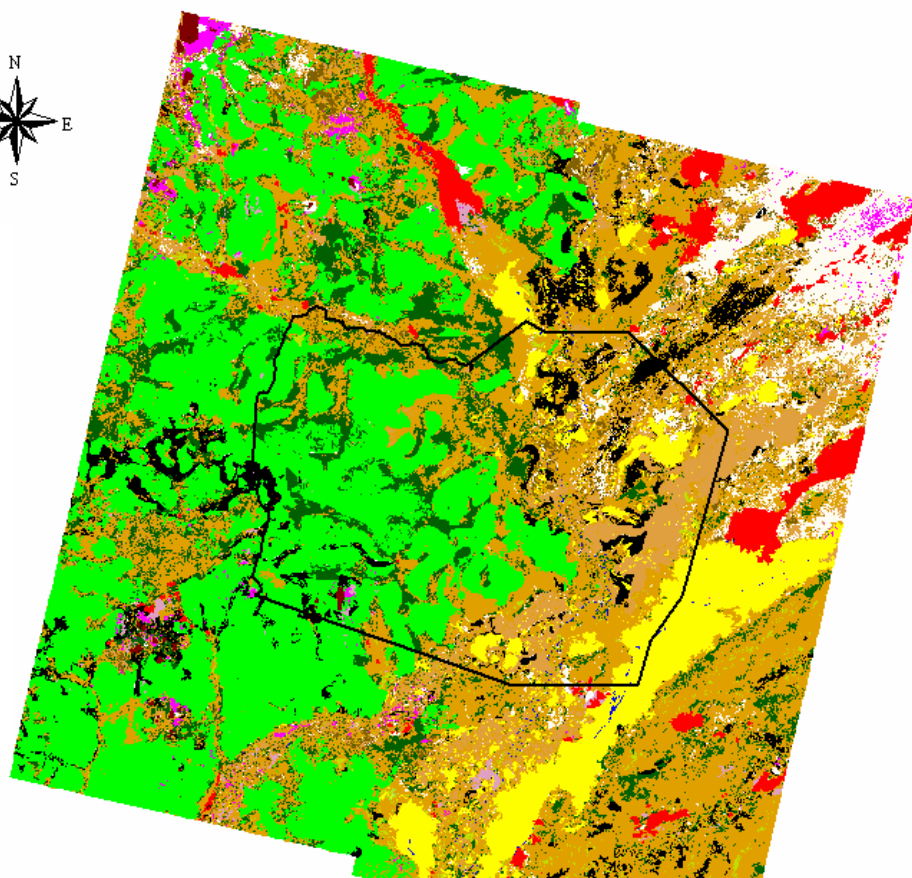
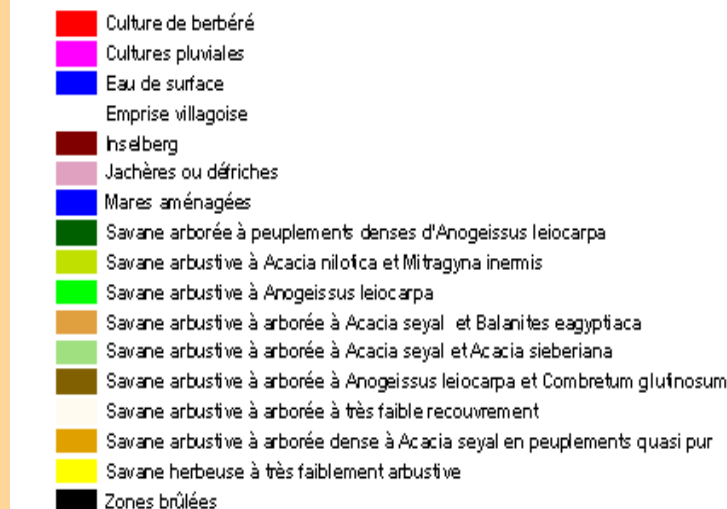


Figure 1 – Carte de la végétation et d'occupation du sol du PNZ et sa périphérie. IEFSE/CIRAD/ULB. Auteurs : Cornelis, Saidi, Hanon, Béchir, Binot, Kondja, Maillasson, Abdoulaye, Poilecot, Gounel (2005)

Superficie totale des champs de berbéré = 426 km² (environ 4% de la totalité de la zone périphérique)

Cultures pluviales, mosaïque de champs et de jachères = 160 km² morcelés sur l'ensemble de la périphérie du Parc.

Parc national de Zakouma

Eléphant : expansion du domaine vital en saison des pluies dans l'axe Nord, entre les friches de berbéré.

Cultures (Landsat 2001)

■ Culture de berbéré

■ Cultures pluviales

● Distribution des éléphant
(Argos 2000-2003)

RFBS

P.N. de Zakouma

20 0 20 40 Kilometers

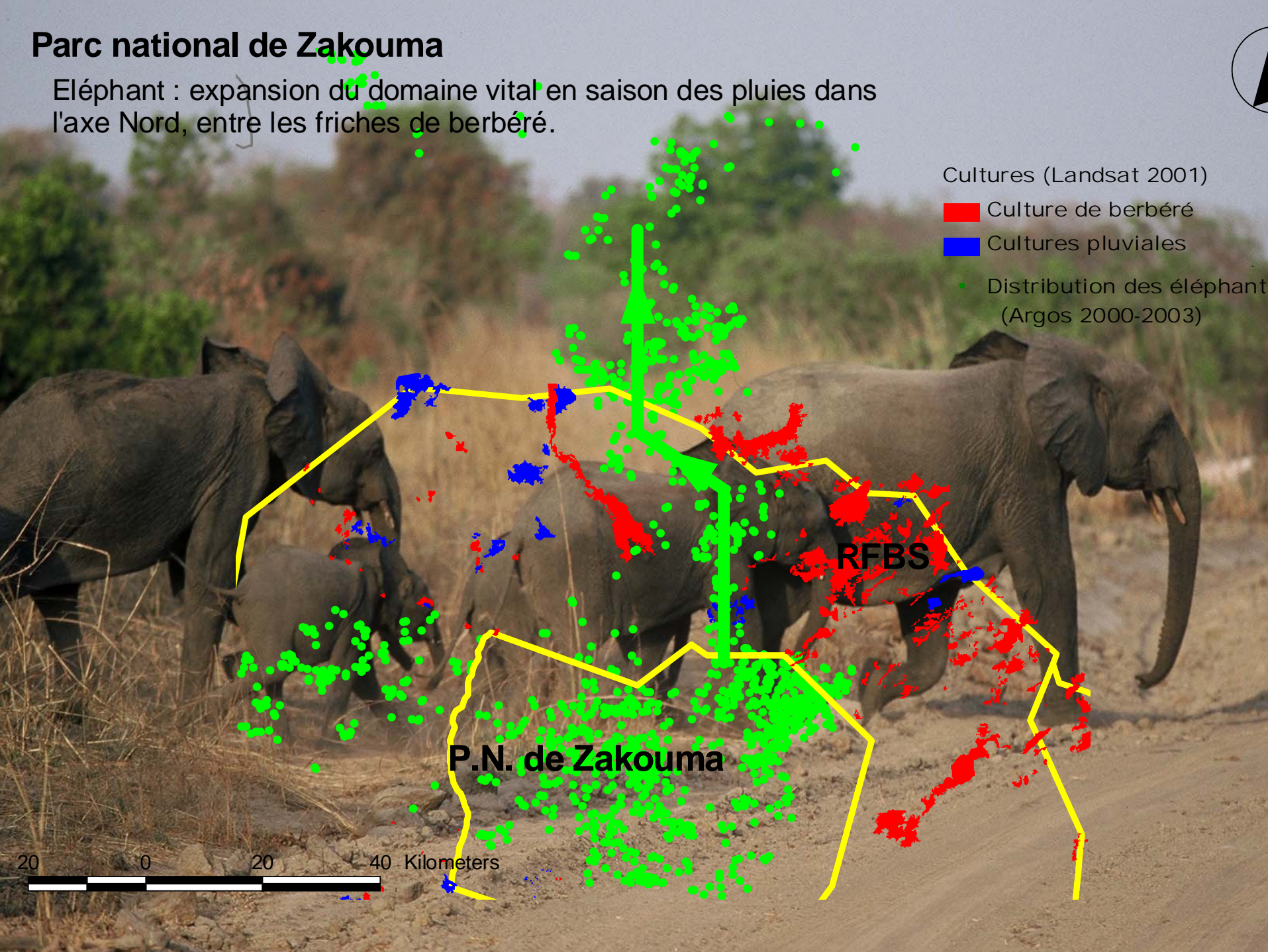
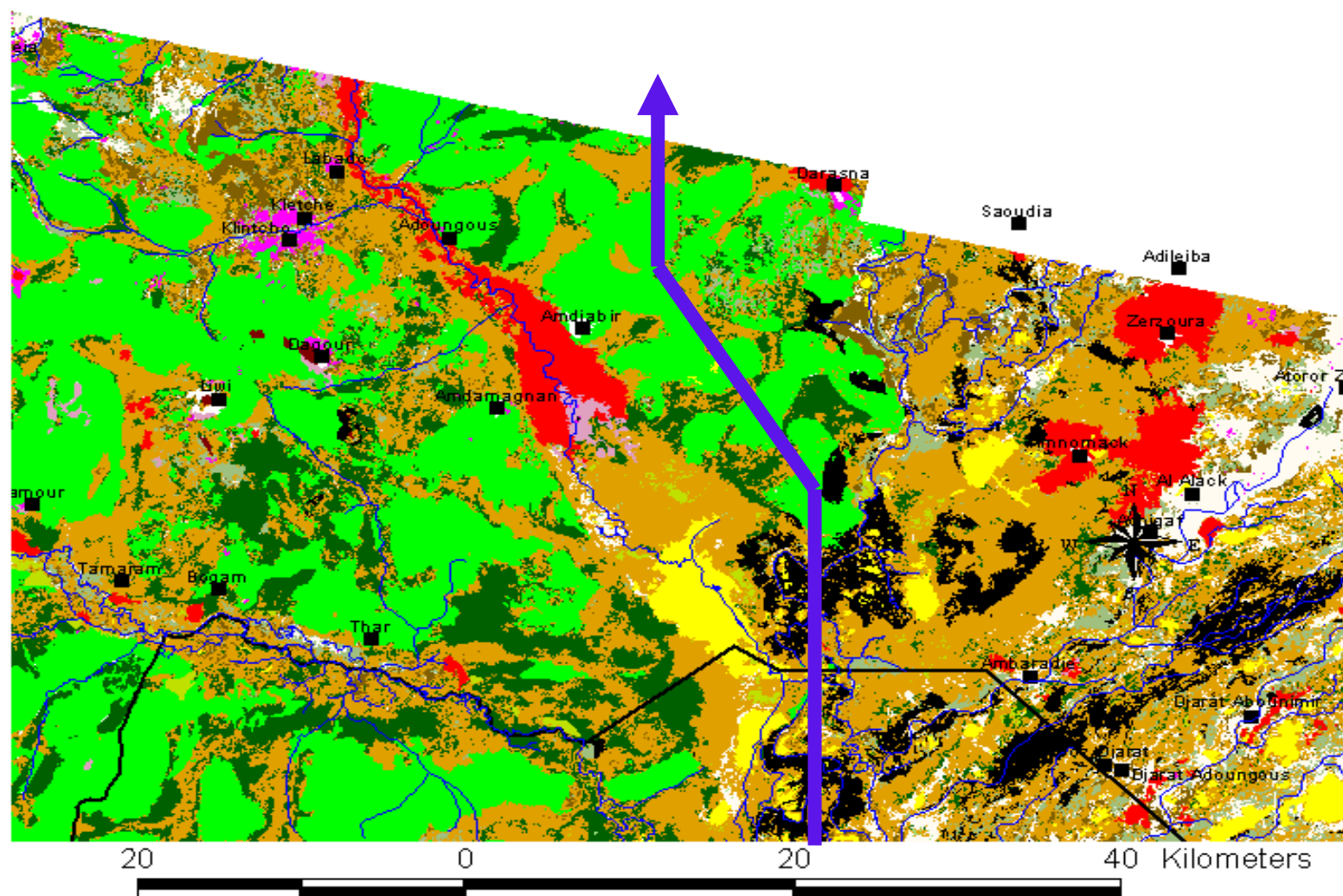
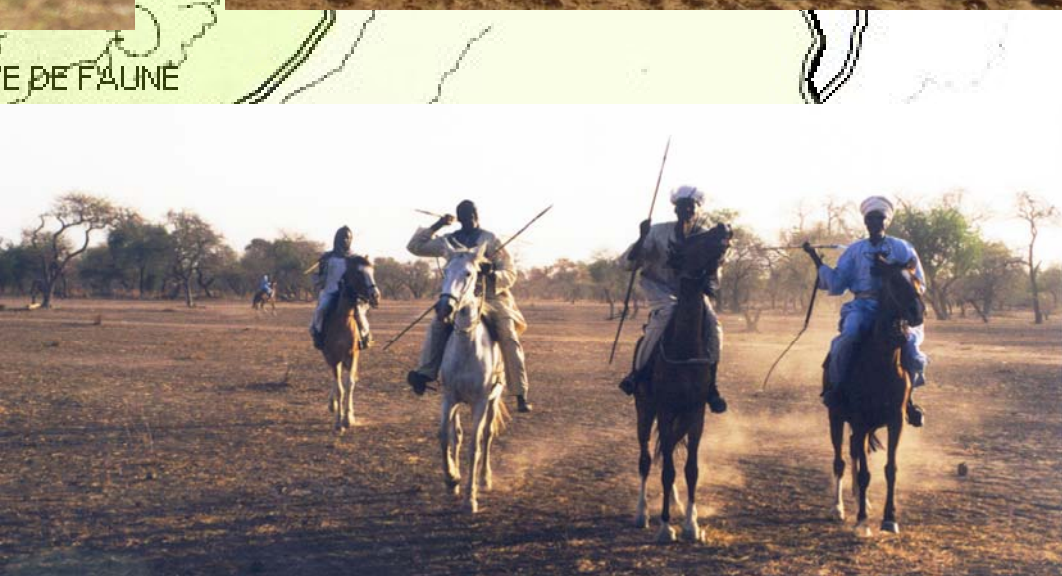
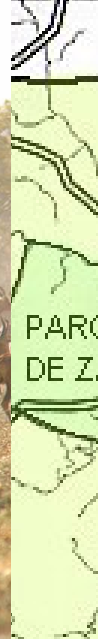


Figure 2. Périphérie Nord du PNZ - Détail de la carte de végétation et d'occupation du sol (*Cornélis et al, 2005*).





A l'échelle locale : Un même espace occupé de diverses façons



A l'échelle régionale :
Mobilité des acteurs faune/hommes/bétail

Quelles sont les dynamiques d'utilisation de l'espace?

- **Superposition des usages**
- **Conflits pour l'exploitation/la conservation du milieu naturel**

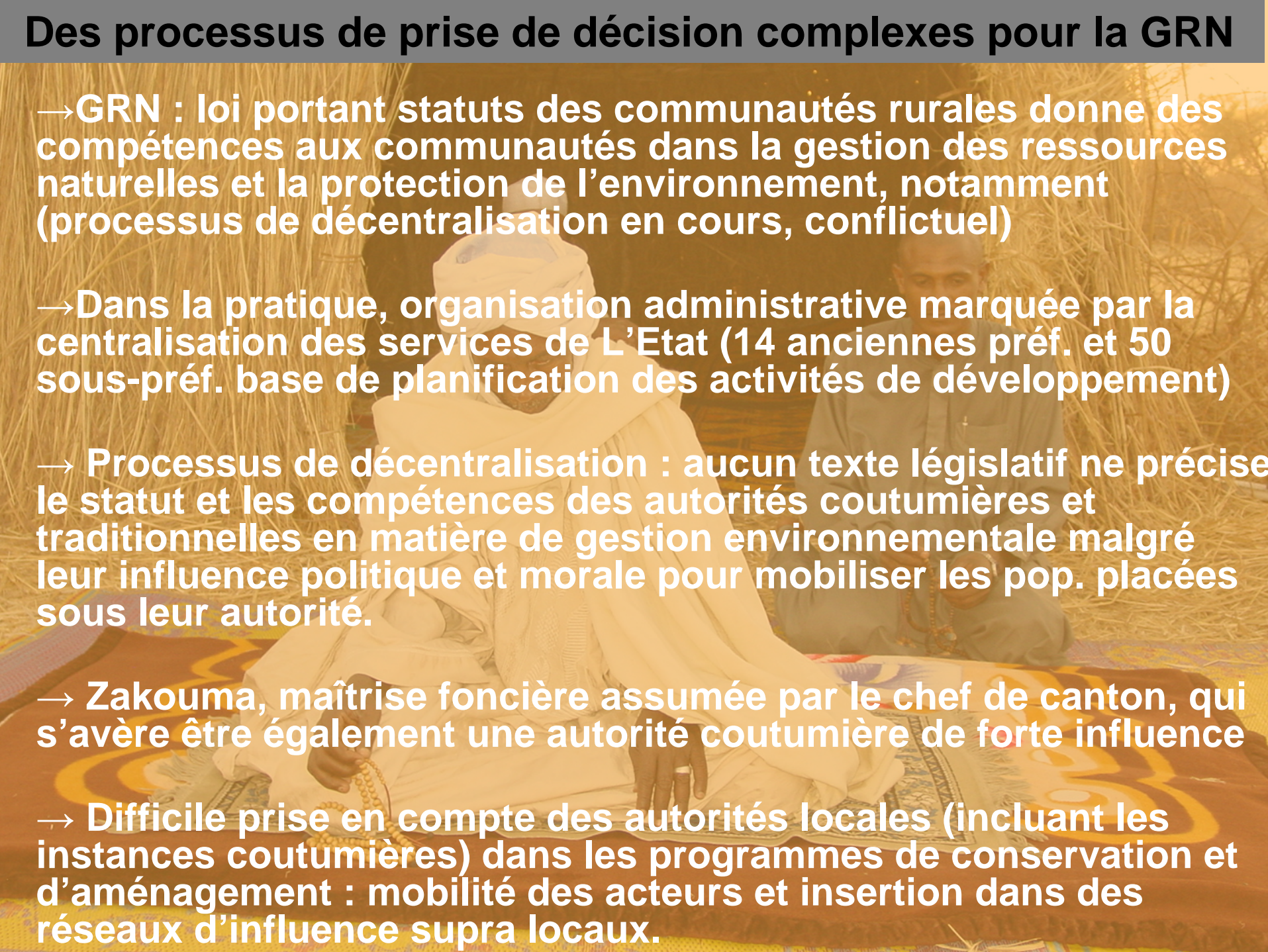
Réalité à prendre en compte pour la gestion de l'AP :

- **Des représentations différentes du milieu naturel**
- **Ces représentations mènent à des stratégies différentes**

Quels sont les processus de prise de décision pour l'accès à l'espace ?

- 
- A photograph of two men sitting on a patterned rug in front of a thatched hut. The man on the left is wearing a white turban and a white robe, looking down at a string of beads. The man on the right is wearing a grey shirt and is looking towards the camera. The background is a thatched hut with a dark interior.
- Cadre juridique coutumier et champs de pouvoir des autorités coutumières
 - Droit positif (cf. CITES et conventions internationales) et champs de pouvoir des autorités légales
 - Politique d'aménagement du territoire à l'initiative du projet de conservation

Des processus de prise de décision complexes pour la GRN

- 
- GRN : loi portant statuts des communautés rurales donne des compétences aux communautés dans la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement, notamment (processus de décentralisation en cours, conflictuel)
 - Dans la pratique, organisation administrative marquée par la centralisation des services de L'Etat (14 anciennes préf. et 50 sous-préf. base de planification des activités de développement)
 - Processus de décentralisation : aucun texte législatif ne précise le statut et les compétences des autorités coutumières et traditionnelles en matière de gestion environnementale malgré leur influence politique et morale pour mobiliser les pop. placées sous leur autorité.
 - Zakouma, maîtrise foncière assumée par le chef de canton, qui s'avère être également une autorité coutumière de forte influence
 - Difficile prise en compte des autorités locales (incluant les instances coutumières) dans les programmes de conservation et d'aménagement : mobilité des acteurs et insertion dans des réseaux d'influence supra locaux.



L'aménagement de la périphérie du parc: des enjeux socioéconomiques, politiques et écologiques

➡ Potentiel en termes de conservation (couloirs de déplacements de la faune/habitat de la faune)

➡ Potentiel de valorisation et de production (agriculture/cueillette/pastoralisme), filières de commercialisation (élevage, sorgho, gomme)



➡ Zone d'accueil incontournable de migrants divers et de transhumants semi-sédentarisé (enjeu politique)



Des conflits d'intérêts pour l'utilisation de ces espaces sont susceptibles d'apparaître dans un proche avenir.

Projection d'enjeux en fonction des perceptions



Acteurs



Représentations de l'espace

- Utilisateurs : agro-pasteurs, transhumants, agriculteurs, saisonniers
- Elites locales (traditionnelles administratives)
- Conversationnistes (projets, E&F)

- Espaces de cueillette (PFNL et pastoral), Front agricole
- Territoire politique, espace de prélèvement d'impôts locaux en nature
- Habitat de la faune, couloirs de passage de la faune

- Contexte extrêmement dynamique et complexe
- « Plan de gestion » du parc national de Zakouma et de sa périphérie: des enjeux forts / des risques (économique/politique/écologique) associés forts
- Impacts fonciers potentiellement forts de l'aménagement, dans une zone sensible politiquement

Comment le plan de gestion intègre-t-il ces enjeux et les risques qui y sont associés?



Logique d'intervention du projet de conservation

Interventions auprès des acteurs de la filière sorgho :

2 processus de concertation-négociation

Espaces de
concertation/négociation à
l'échelle des décideurs

→ Questions céréalières si menace
pour le fonctionnement des
écosystèmes

Structuration d'une Union de
« Groupements agricoles »

→ Interlocuteur unique en
matière production et commerce
du sorgho de décrue

- La mise en œuvre de ces plates-formes de concertation ne s'appuie sur aucune compréhension préalable des facteurs socio-économiques et politiques locaux qui déterminent l'organisation du territoire (Etudes sur logiques d'acteurs planifiées en fin de mandat...).
- Pas de réelle délégation du pouvoir de décision, pas de réelle marge de négociation

Logique d'intervention du projet de conservation (financement FED)

Plan de gestion proposé en 2006 - Mandat CURESS (2007-2011)

=> *Nouvelle politique d'intervention en ZP :*

- Filière sorgho perçue comme « menace pour l'intégrité de l'AP »

Acquisition nouveau statut pour la ZP dans une optique d' « aménagement du territoire » à l'initiative du projet (RFBS)

- Sécurisation des Couloirs de migration (Nord)

- Plans de développement local

Outil = une nouvelle structure de gestion désignée « *Unité de coordination de la RFBS* » prévoit d'impliquer des représentants des populations locales à la planification du développement en périphérie;

Structuration d'une *Union de « Groupements agricoles »*

- Pas de prise en compte des **facteurs socio-économiques et politiques locaux** qui déterminent l'organisation du territoire (Etudes sur logiques d'acteurs planifiées en fin de mandat...).
- Ces plates-formes de concertation ne représentent pas **l'hétérogénéité sociale locale**

➡ **Risques liés au dispositif d'aménagement**



Risques socioéconomiques liés aux systèmes de production dans la ZP

- Les systèmes de productions agricoles et transhumants sont interdépendants. Or les acteurs transhumants sont écartés de tous les processus de concertation affichés par le projet.
- Ces systèmes de production dépassent l'échelle locale (dispersion des espaces de production, des espaces de commercialisation et surtout des espaces de négociation...).
- Les producteurs de ce systèmes sont instrumentalisés par leurs élites. Or les élites sont absentes de la concertation.

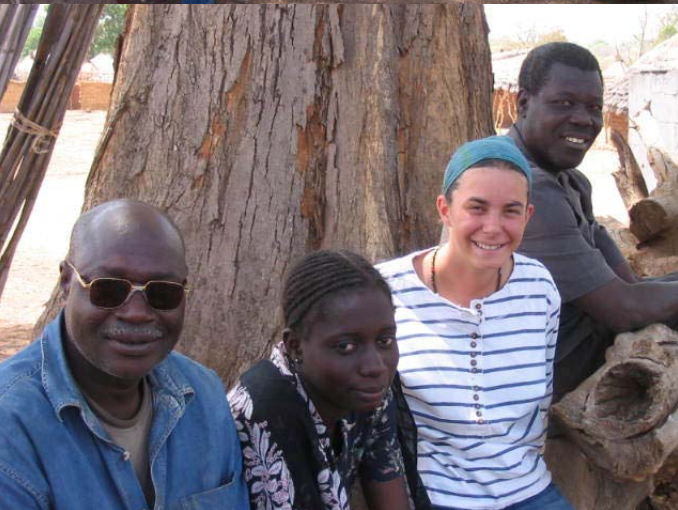


Risque foncier : Pression foncière et conflits pour l'accès à l'espace :

- Foncier pastoral : délimitation et reconnaissance officielle d'espaces pastoraux ?
(Comment légitimer les acteurs mobiles en tant que « ayants-droits » à l'espace et aux ressources, a fortiori dans des contextes à forte pression foncière ?)
- Stratégies agricoles : Vastes espaces naturels, dont l'appropriation foncière n'est pas toujours visible
(Comment légitimer ces espaces « vides » pour l'aménagiste en tant qu'étendues socialisées?)

Aires protégées et Gestion participative ... Quelques constats en guise de conclusion

- Les institutions coutumières en périphérie des AP doivent être consultées et intégrées à la gestion de ces espaces
- La terminologie « populations locales » ou « populations riveraines d'AP » occulte la grande hétérogénéité des acteurs en présence (sédentaires/mobiles, autochtones/allochtones, etc.) et de leurs rapports au milieu naturel.
- La mobilité/saisonnalité de certains acteurs en périphérie des AP doit être prise en compte dans la délimitation de la zone d'influence d'une aire protégée.



Merci pour votre attention



Laurence Hanon
Isaac Ndotam Tatila
Aurélie Binot
Chercheurs et techniciens
du LRVZ et du Cirad